

L'an deux mille quinze et le vingt avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 20 AVRIL 2015

Date de convocation : 13 avril 2015

Affiché le : 27 avril 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 49

Nombre de votants : 60

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : absent excusé et pouvoir Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Pauline DREANO jusqu'à la délibération n°35-15 incluse - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI jusqu'à la délibération n°45-15 incluse - Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE – Julien AUBERT jusqu'à la délibération 59-15 incluse Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : pouvoir Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°39-15 incluse Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : absent excusé Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES - Luc REYNARD a donné pouvoir à Nathalie REYNARD - Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Agnès MOISSON – Karine GUEZ a donné pouvoir à Caroline BALAS - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé DE LÉPINAU - Eric UGHETTO a donné pouvoir à Dominique BODON - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Pauline DREANO a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°36-15 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Bernard CHARRASSE à partir de la délibération n°40-15 - Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Hélène CABASSY à partir de la délibération n°46-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Julien LANGARD - Jean-Alain MAZAS - Julien AUBERT à partir de la délibération n°60-15.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Nathalie REYNARD

Délibération n°53-15

Direction de la Cohésion Sociale – Service Actions Educatives

Objet : Mise à disposition de locaux de la commune de Suzette au bénéfice de la Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin

Conseil de Communauté de la CoVe du 20 avril 2015

Délibération n°53-15

Direction de la Cohésion Sociale – Service Actions Educatives

Objet : Mise à disposition de locaux de la commune de Suzette au bénéfice de la Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin

Le Conseil de Communauté,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, la CoVe, portant compétence facultative en matière d'actions éducatives et à ce titre en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'équipements scolaires d'intérêt communautaire ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 38-13 du 25 mars 2013 définissant l'intérêt communautaire en la matière et le transfert intervenu au 1^{er} septembre 2013 de l'école du village de Suzette ;

Considérant la proposition formulée par la commune de Suzette consistant à mettre à disposition l'espace à l'étage de l'école pour l'amélioration de l'organisation globale de l'école RPI de la CoVe,

Vu le projet de convention de mise à disposition de cet espace par la commune de Suzette au bénéfice de la CoVe ;

Entendu le rapport du Vice-Président délégué aux actions éducatives, et après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Article unique : AUTORISE le Président à signer la convention de mise à disposition de l'espace du premier étage de l'école intercommunale de la commune de Suzette située route de Malaucène 84190 Suzette au bénéfice de la CoVe.

Transmis en Préfecture le : **27 AVR. 2015**

Publication par affichage le :

27 AVR. 2015

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 27/04/2015

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
PAR LA COMMUNE DE SUZETTE
AU BENEFICE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN**

Entre les soussignés:

La Commune de Suzette, dont le siège est situé à, Le Village, 84190 SUZETTE, représentée par son Maire en exercice, Madame Patricia OLIVERO, ci-après dénommée « la commune de Suzette »,

D'une part,
Et

La Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin, dont le siège est situé au 1171, avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras Cedex, représenté par son Président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE, ci-après dénommée « la CoVe »,

D'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit:

La CoVe a sollicité la commune de Suzette pour disposer des locaux à l'étage de l'actuelle école intercommunale située route de Malaucène, 84190 SUZETTE, pour l'organisation des activités de l'école RPI.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition de l'espace situé au-dessus de la classe actuelle de l'ERPI auprès de la CoVe pour l'organisation des activités de son ERPI.

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la commune de Suzette. Elle vaut occupation de plein droit des locaux scolaires tant que la COVE aura l'usage de ces locaux pour l'exercice de sa compétence.

Eu égard à l'intérêt public de l'objet de la présente convention, la mise à disposition s'effectue à titre gratuit.

ARTICLE 2 : Désignation et état des locaux

Pour faciliter l'organisation des activités de l'ERPI de la CoVe, la Commune de Suzette met à sa disposition l'intégralité de l'étage situé au-dessus de la classe dans le même bâtiment.

La CoVe prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront au moment de leur utilisation, déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

En cas de travaux en cours pendant la période fixée, les parties se rencontrent pour valider la possibilité de mise en œuvre de la présente convention, assortie le cas échéant de dispositions adaptées à la situation.

ARTICLE 3 : Conditions d'utilisation et destination des locaux

L'étage du bâtiment au-dessus de la classe actuelle, objet de la présente convention, sera utilisé par la CoVe pour les activités de l'école RPI.

S'agissant d'une mise à disposition pleine et entière, la COVE est autorisée à réaliser tous travaux nécessaires au bon fonctionnement de l'école, y compris ceux du ressort du propriétaire, sous réserve de sa validation.

La CoVe s'engage à prendre en charge les équipements nécessaires aux activités de l'école dans la salle.

Préalablement à l'utilisation des locaux, la CoVe et le directeur de l'ERPI devront avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières données par la commune de Suzette et s'engager à les appliquer ; avoir procédé avec le Maire de Suzette à une visite des lieux et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisés ; avoir constaté avec le Maire l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Acquitté en PREFECTURE le 27/04/2015

L'utilisation de l'étage se fera obligatoirement en la présence d'au moins un représentant de la CoVe ou de l'enseignant de l'école, sous la responsabilité de la CoVe durant le temps périscolaire et sous la responsabilité de l'enseignant durant la mise en place des activités pendant le temps de classe. La CoVe, ses agents et les utilisateurs de la salle devront respecter les règles d'ordre public, d'hygiène et de sécurité.

Les parties conviendront également des modalités de restitution des locaux. Ceux-ci seront rendus dans un état de rangement et de propreté totale, y compris les sanitaires.

ARTICLE 4 : Responsabilité, recours

La CoVe sera personnellement responsable vis-à-vis de la Commune de Suzette et des tiers à la présente convention des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres et préposés.

La CoVe sera tenue pour responsable de tous dégâts ou dommages survenus ou ayant trouvé leur origine pendant le temps où les locaux lui auront été confiés. Elle est titulaire d'une assurance couvrant tous types de responsabilités.

La CoVe est responsable de son matériel ou tout autre bien stocké dans les lieux. La Commune de Suzette ne pourra être tenue responsable en cas de vol ou de dégradation de ce matériel.

ARTICLE 5 : Dénonciation, résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations contenues dans la présente convention celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant une mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La révocation pour motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 6: Durée

La présente convention rendue exécutoire sera conclue pour une durée indéterminée, tant que la COVE aura l'usage de ces locaux pour l'exercice de sa compétence.

Fait à le

En deux exemplaires.

Pour la CoVe

Le Président

Francis ADOLPHE

Pour la Commune de Suzette

Le Maire

Patricia OLIVERO